La classe ouvrière révolutionnaire ?

lundi 5 mars 2018, par Jean-Paul DAMAGGIO

Les écrits de Denis Collin sont toujours très stimulants car sans rien lâcher sur le fond, il les inscrit dans les évolutions de la réalité.

J'ai pu vérifier cent fois l'obsession que représente la référence à la classe ouvrière comme force révolutionnaire et je dis « obsession » car d'une part, elle est construite sur un raisonnement solide du marxisme… à un point tel que le raisonnement n'est plus permis, et d'autre part la réalité a toujours été bien différente de celle annoncée.

Donc Denis Collin propose d'inverser la problématique à la lumière des réalités que nous connaissons depuis les travaux de Marx et grâce à eux.

Pour le dire avec mes mots il s'agit de sortir d'une sorte de « fatalité » sociologique (de la classe au peuple) pour en revenir à la politique.

Podemos par exemple a dû très vite déchanter quand Ciudadanos a commencé à capter une part de l'électorat visé, faisant que le 99% de personnes susceptibles de les soutenir a fondu comme neige au soleil, et imposant de ce fait au mouvement, des négociations au départ rejetées, avec Izquierda Unida et le PSOE.

La force révolutionnaire ne serait pas seulement dictée par le processus de production mais par la capacité à allier les dites forces par des propositions politiques adaptées aux revendications sociales, les plus aptes à « fédérer le peuple » (même si la formule n'est pas claire).

La phrase clef de l'article de Denis Collin est la reprise d'une idée bien connue mais poussée jusqu'au bout : « Si on admet l'idée (marxienne) que les hommes font eux-mêmes leur propre histoire, mais dans des conditions qu'ils n'ont pas choisies, on doit partir non pas de « projets révolutionnaires » mais des besoins quotidiens des individus et ceux-ci ne se mettent jamais en mouvement pour « faire la révolution » mais pour défendre leurs acquis, pour conserver ce qu'ils ont et pour tenter de mener une vie décente. »

Partir des besoins c'est à mes yeux partir du politique. Et c'est un souci largement partagé dans les campagnes électorales mais très peu par les pouvoirs élus. Pour éviter les questions cruciales qui sont sociales, les Radicaux puis le PS au pouvoir, afin de ne pas perdre la face, ont choisi la revendication sociétale.

Comme le note Denis Collin, sur ce point Macron ne suit pas la démarche des présidents PS, il avance d'abord des réformes antisociales car il veut aller à l'essentiel, tout en tentant de passer de la pommade sur son action réelle.

En 1981 j'animais une cellule du PCF où il y avait une vingtaine de personnes dans une petite ville rurale et quand Mitterrand a fait de son action contre la peine de mort une action phare, j'ai eue la surprise de constater que la majorité des présents étaient favorables à la dite peine de mort. Au même moment il y a eu quelques réformes sociales mais ce qui reste dans les mémoires (car dans les faits) c'est la réforme sociétale.

La réécriture de Mai 68 me semble un grand moment de cette opération de falsification de la révolution, en utilisant le mouvement sociétal des étudiants pour masquer (ou même ridiculiser) le mouvement social.

Faut-il cependant, au nom de la priorité oubliée du social, minimiser le sociétal ? Une réflexion s'impose. Le PCF, et pour une large part le PS, ont par exemple refusé de participer au combat écolo ou en faveur

de l’IVG, pour ne pas écarter le social, et ce faisant ils ont renvoyé ces deux axes de lutte… vers le sociétal.

Le combat écolo peut prendre plusieurs formes : quand les propositions de lutte pour une écologie sociale sont négligées, alors toute la place est laissée à une écologie seulement verte que le capitalisme récupère sans peine.

Le combat féministe pour les droits à l’IVG pouvait prendre plusieurs formes : une forme sociale (les femmes riches pouvaient toujours aller ailleurs se faire avorter) ou une forme strictement sociétale.

La création de la Sécurité sociale est un des beaux témoignages d’une offensive démocratique. Depuis, l’adversaire de classe a fait perdre leur sens aux mots « sécurité » et « sociale ». Je pense que le combat pour la santé (que Simone Veil a utilisé pour faire voter sa loi sur l’IVG) est un de ceux susceptibles de créer l’alliance recherchée entre exploités et opprimés.

Dans ce combat, les adversaires ne sont pas le 1% de personnes favorisées. Toute une partie du corps médical (y compris les pharmaciens), toute l’industrie du médicament, le secteur des assurances, et plus surprenant une bonne part des dirigeants des mutuelles (pour qui la santé est surtout une opération financière), constituent un lobby puissant pour empêcher une généralisation de la Sécurité sociale, dans des conditions nouvelles.

De plus, ces questions touchent à l’écologie sociale et d’autres aspects de la société, car si la Sécurité sociale a eu d’abord pour but de soigner, elle doit intégrer l’objectif de la prévention (d’où l’écologie sociale). Comment ne pas tomber malade ? La bataille d’aujourd’hui ne peut plus être celle de 1945 mais peut toujours être cruciale pour renverser le rapport de forces.

Dans ce cadre nous avons là aussi un exemple de question sociétale (une loi sur la fin de vie) qui peut prendre diverses formes, à condition d’y réfléchir globalement.

Les groupes de l’Assemblée, peuvent, le 1er février, un seul jour dans l’année, faire des propositions de loi. France insoumise a fait les siennes et François Ruffin s’en explique dans le dernier Fakir :

« La première à être validée, c’est l’idée de Mélenchon, à mon avis excellente, d’un référendum sur le CETA. Ensuite Caroline Fiat sur la fin de vie. Après, une loi contre le contrôle au faciès, pour le récépissé. Bastien ramène le droit à l’eau… (…). »

A la dernière minute François Ruffin qui a été au départ de ce travail fait observer : « Y a un truc qui me fait suer quand même, c’est que rien ne concerne le monde du travail. » Et il a proposé un travail sur le burn out… qui a failli lui causer un burn out !

De la loi sur la fin de vie à celle sur le burn out comment articuler le social et le sociétal. Pour moi la question reste entière.